

6 février 2004

Point de presse de M. Jean Charest, premier ministre

[M. Charest:] Alors, vous êtes prêts? Mon gouvernement a décidé aujourd'hui de donner un mandat à la Régie de l'énergie sur la question du Suroît. Et, avant de parler plus spécifiquement du mandat, permettez-moi de vous situer pour ce qui touche ce projet- là, le contexte de la décision. Le contexte de la décision, c'est un contexte de sécurité énergétique. Hydro-Québec n'a pas fait de développement au Québec dans les années 1994 à 1996, ce qui nous amène à une situation, dans les projections, en 2007-2008, il y aurait au Québec une situation où on serait déficitaire sur le plan de l'alimentation énergétique. Donc, Le Suroît est présenté dans ce contexte-là comme étant un projet qui nous permet d'assurer la sécurité énergétique à la population du Québec. Et c'est le contexte dans lequel ce projet- là est présenté. Inutile de vous dire à quel point c'est un sujet qui est extrêmement important, surtout pour mon gouvernement, compte tenu du fait que c'est notre responsabilité ultimement d'assurer à la population la sécurité énergétique.

Depuis l'annonce, la population du Québec, elle, réclame qu'il y ait un débat plus large, non seulement sur la question de la sécurité énergétique, mais qu'elle puisse se faire aussi sur le sens des choix qui sont proposés et les alternatives rejoignant ainsi cette préoccupation de développement durable qui nous anime au Québec. Alors, est-ce que le choix du Suroît est le seul choix présenté? Est-ce que c'est la seule alternative? Est-ce que, sur la question de la sécurité, on a convaincu la population que c'était effectivement un enjeu important, une réalité? Est-ce qu'il y a autre chose qui peut être fait? Est-ce qu'il y a d'autres centrales, par exemple, qui pourraient être affectées? Est-ce qu'on peut faire des gains? Est-ce que, sur le plan de l'efficacité énergétique, on ne peut pas faire davantage?

Et, pour cette raison-là et parce que la population se pose ces questions-là, le gouvernement va donner à la Régie de l'énergie un mandat afin que nous puissions revoir les données qui permettent d'établir la situation exacte quant au déficit énergétique appréhendé, d'examiner les options possibles quant à la mise en place de véritables programmes d'économie d'énergie, envisager l'ensemble des options de production d'électricité et s'assurer que, quelles que soient les solutions proposées, elles devront se faire aussi dans l'esprit et dans le respect du Protocole de Kyoto, qui est le Protocole qui émane de la Convention sur les changements climatiques. La Régie de l'énergie devra produire son rapport au ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs dans un délai de 60 jours, évidemment on va le rendre public, et ça va nous permettre de faire le débat dans un contexte où on pourra avoir une vision large, une vision complète des choix qui se présentent à nous.

[Journaliste: (Question inaudible)]

[M. Charest:] La population, depuis l'annonce de cette décision- là, a manifesté une préoccupation très évidente sur l'ensemble du dossier, pas juste la question de la sécurité énergétique. Parce que la décision telle qu'elle a été présentée touchait surtout la question de la sécurité, mais là je pense qu'avec raison la population du Québec veut qu'on déborde cette question-là pour qu'on puisse aller voir les alternatives puis toute la question de nos préoccupations environnementales, puis qu'on le fasse dans un esprit de développement durable.

[Journaliste: ...par déduction, si les questions sont bonnes aujourd'hui, elles l'étaient il y a un mois ou deux, quand vous avez annoncé le projet comme tel. Donc, l'annonce était prématurée?]

[M. Charest:] L'annonce tenait compte du fait qu'il y a une question de sécurité énergétique au Québec et, là-dessus, mon gouvernement a une responsabilité, un impératif extrêmement important de s'assurer de la sécurité énergétique. Mais la population, de toute évidence, se pose des questions sur tous les choix qui se présentent devant nous, et je pense que c'est sain que nous puissions, au Québec, faire ce débat, et que nous puissions publiquement explorer l'ensemble des choix et être mieux situés sur ce qui a été proposé. Moi, je vois là-dedans quelque chose de très positif, quelque chose d'important pour la population.

[Journaliste: ...à Hydro-Québec, parce qu'on a l'impression que vous avez peut-être subi trop de pression d'Hydro-Québec, vous avez pris une décision juste avant Noël dans le brouhaha de la fin de session. Aujourd'hui, je vais être obligé de dire que, bon, cette fois-ci, les éléments pour prendre cette décision-là, il faut continuer d'aller voir si vraiment on fait ... à la Régie de l'énergie.]

[M. Charest:] Bien moi, je vois ça très positivement, dans le sens où on va avoir un débat qui va être beaucoup plus complet que celui de la question de la sécurité énergétique. Et si on a un débat qui est plus complet, ça va nous permettre d'être beaucoup mieux fixés sur nos choix comme société. Et moi, je l'aborde de cette façon-là, moi, je prends ça comme étant un signal de la part de la population du Québec d'une préoccupation environnementale qui les anime. Et, comme c'est effectivement ce que les Québécois veulent, moi, je pense que c'est important qu'on fasse ce débat-là ensemble.

[Journaliste: Ce n'est pas de l'improvisation, ça, M. Charest?

Journaliste: ...le ministre de l'Environnement?

M. Mulcair: Le ministre de l'Environnement est ravi de cette décision.
Journaliste: Pourquoi le ministre de l'Environnement a recommandé, justement... Pourquoi est-ce que le ministre...]

[M. Charest:] Alors, merci beaucoup.

[Journaliste: Pourquoi est-ce que le ministre de l'Environnement a recommandé l'adoption, l'autorisation du Suroît? Parce que c'est sur cette recommandation, votre recommandation à vous.
M. Mulcair: Absolument. C'était la même analyse que le gouvernement antérieur en ce qui concerne le projet lui-même et, si vous regardez notre projet, il y avait une diminution des GES, et on avait obvié à certaines difficultés. Cependant, la décision le dit aussi très clairement, c'était basé sur l'analyse d'Hydro-Québec à l'effet qu'il allait y avoir une pénurie d'électricité. Ce que nous sommes en train de dire aujourd'hui et ce que le premier ministre vient de vous dire, c'est que nous allons demander à une autorité hautement compétente, autonome et crédible de regarder l'ensemble des chiffres, parce que la population est en train de nous communiquer le message suivant: On veut du développement au Québec, on le veut dans le respect de l'environnement et on veut que ce soit du développement durable. Et non, personne n'accepterait qu'on tombe en pénurie d'électricité au Québec. Mais, maintenant, on va avoir un mot qui vient d'une autre autorité qu'Hydro-Québec. Toutes les données d'Hydro-Québec et tout ce qui est disponible va être mis sur la table, et le public

et le gouvernement vont recevoir en même temps cet avis neutre, objectif et hautement authentique de la part de la Régie de l'énergie.

Journaliste: C'est parce que c'est la première fois, M. Mulcair, qu'on vous entend, M. Mulcair...
Journaliste: M. Hamad, j'aimerais savoir ce qui s'est passé depuis hier, parce qu'on disait que, hier, bon, il y avait des groupes de pression, il y avait des groupes qui étaient mécontents, mais que ce n'était pas l'ensemble de la population. Qu'est-ce qui vous a fait changer d'idée depuis hier? Parce que, M. Hamad, vous n'êtes pas...]

[M. Charest:] Bien, ce n'est pas juste une question d'hier. Depuis qu'on en parle, depuis que la décision a été annoncée, on a senti dans la population une volonté d'aller beaucoup plus loin que juste le projet du Suroît, puis ça, il faut voir ça positivement. Moi, comme ancien ministre fédéral de l'Environnement, surtout que c'est moi qui étais le ministre au moment où on s'est engagés dans la Convention sur les changements climatiques, dont le Protocole de Kyoto est issu, moi, je pense qu'il faut prendre le ballon au vol, il faut effectivement faire ce débat. Et, comme la population nous le dit, dans le fond, c'est beaucoup plus que Suroît dont il faut parler. Parlons...

[Journaliste: (Question inaudible)]

[M. Charest:] Bien, on a reçu ce message-là suite à la décision.

La décision qui a été prise était basée sur toute la question de la sécurité énergétique. Et moi, je pense qu'il faut aller plus loin, surtout compte tenu de ce que les gens ont comme préoccupations. Moi, je reçois ça très bien et je le reçois ouvertement. Faisons ce débat, et tout le monde, on va en être gagnants, les premiers à en être gagnants sont les citoyens du Québec.

[Journaliste: ...fait changer d'idée aujourd'hui? Est-ce que les gens du caucus ne sont pas divisés à l'intérieur? Ils vous ont dit: On n'a jamais été consultés avant que vous preniez votre décision au Conseil des ministres.]

[M. Charest:] C'est une décision qui a cheminé à l'intérieur des instances. Le caucus a participé, mais le caucus a eu l'occasion aussi, à travers différentes instances, de contribuer à la réflexion du gouvernement ce qui a mené à la décision. Mais le caucus aussi appuie totalement la décision qu'on prend aujourd'hui, il n'y a pas de doute là-dessus.

[Journaliste: Ma question s'adresserait plus à M. Mulcair. Est-ce que cette décision-là pourrait également toucher Bécancour?

M. Mulcair: Le mandat que le premier ministre vous a lu tantôt et dont vous avez obtenu copie est très clair, on est en train de regarder le besoin énergétique du Québec dans une perspective de développement durable, et le tout va être sur la table. Alors, c'est...

Journaliste: Incluant Bécancour?

M. Mulcair: Oui. Bien, on parle de l'offre et de la demande puis la meilleure manière de la fournir puis c'est quoi, les délais. Vous savez, quand on nous dit que, à l'intérieur d'un horizon de trois ans, il va manquer d'électricité, la moins mauvaise manière de le faire, c'était avec du gaz naturel. D'ailleurs, en Ontario puis en Alberta, quand on veut faire de l'énergie verte, on remplace le charbon par du gaz

naturel. Donc, ça, ça faisait partie du topo, c'était la seule manière. Mais la vraie question qu'on pose à la Régie de l'énergie c'est: Regardez l'horizon 2010, dites-nous c'est quoi. Est-ce qu'il va en manquer sur cet horizon-là? Et, si oui, c'est quoi les options? Et sinon... parce qu'on peut y parvenir par des économies d'énergie ou par d'autres sources que du thermique, et ça va être aussi dans leur réponse. C'est le rapport de la Régie de l'énergie qui déterminera la suite des choses.

M. Plouffe (Robert): M. Mulcair, ça fait votre affaire, parce qu'on ne vous a pas entendu beaucoup parler sur le dossier.

M. Mulcair: Ah, ce n'est pas parce que je ne vous ai pas parlé beaucoup que je ne pensais pas à vous, M. Plouffe.

Journaliste: ...on doit comprendre, si vous êtes ravi aujourd'hui, M. Mulcair, vous ne l'étiez pas hier puis dans les semaines précédentes.

M. Mulcair: Non, vous faites une présomption qui n'est pas basée... mais je suis ravi de la décision d'aujourd'hui, mais je suis ravi de pouvoir mettre toutes les données sur la table et arriver, dans l'intérêt de la population, avec des chiffres que tout le monde va pouvoir comprendre, et il y aura un «buy-in» si vous me passez l'expression, de la part de la population. Il faut, dans ces matières-là, en environnement en particulier, que le public ait la conviction d'avoir une information transparente et complète, et c'est ce qu'on propose de faire en donnant ce mandat à la Régie.

Journaliste: Est-ce que le ministre de l'Environnement était isolé à l'intérieur... Est-ce que le ministre de l'Environnement était isolé dans...

M. Mulcair: M. Tourangeau.

M. Tourangeau (Pierre): Merci. M. Charest, dans ce dossier-là comme dans celui d'Alcan, par exemple, à Davos, ou dans celui de Gaspésia qu'on a eu récemment, on a l'impression que vous êtes à la remorque des événements, que vous improvisez des solutions à la dernière minute. Comment ça se fait?]

[M. Charest:] Pas du tout. Vous savez, c'est très sain, en politique, et surtout en démocratie, quand les gens réagissent comme ils ont réagi au Québec en manifestant la volonté d'avoir un débat plus large que sur un simple projet, de répondre effectivement à cette demande. Moi, je suis très heureux de ce qu'on annonce aujourd'hui. Je pense que tout le monde en sort gagnant, et surtout venant de quelqu'un qui s'intéresse beaucoup aux questions d'environnement, de développement durable, et qui sait qu'au Québec c'est un enjeu extrêmement important parce que la nature de notre économie en dépend. Moi, je pense que c'est une très bonne nouvelle pour tout le monde.

[M. Deltell (Gérard): M. Hamad, encore hier...

Des voix: ...]

[M. Charest:] M. Deltell.

[M. Deltell (Gérard): M. Hamad. Encore hier, M. Hamad, vous défendiez le projet du Suroît, aujourd'hui, on sent que c'est sur la glace. Comment vous réagissez devant ce pas en arrière.

M. Hamad: Je suis élu pour aller servir la population et, pour moi, servir la population, c'est l'écouter. Et d'ailleurs, hier soir, je rencontrais un groupe de 25 jeunes, le président de l'association de écoles

dans mon comté, et je voyais que les jeunes posaient des questions sur Suroît, pourquoi on le fait, etc. Donc, je me suis aperçu... J'ai demandé à Hydro-Québec de faire la présentation de Suroît, d'expliquer pourquoi. Je m'aperçois aujourd'hui que la population n'a pas reçu le message et, deuxième chose, la population pose des questions sur le choix énergétique et pose la question pour dire: Effectivement, y a-tu vraiment une sécurité énergétique, on va l'atteindre. Donc, je suis tout à fait d'accord avec le principe d'expliquer davantage à la population mais, maintenant, par un organisme qui est la Régie de l'énergie, un organisme qui est indépendant du gouvernement et faire le tour de la question effectivement, sur la sécurité énergétique, sur le choix énergétique au Québec et, finalement, dans le but finalement de voir avec la population, c'est quoi les choix qu'on a à faire. M. Deltell (Gérard): Regrettez-vous d'être allé trop vite?]

[M. Charest:] Je pense que la situation est... je ne le pense pas, je l'ai vu, là, la situation a changé, a évolué après l'annonce du Suroît, mais elle a changé dans un sens qui est très positif qui va nous permettre maintenant d'élargir le débat et d'aller rejoindre l'ensemble des préoccupations. Ça, il faut bien recevoir ça. Ça va nous permettre de parler non seulement de la question de la sécurité mais des alternatives eu égard à la sécurité. Ça va nous permettre de parler des économies d'énergie au Québec. Bien, on ne parle pas assez. Ça va nous permettre de parler de développement aussi pour l'avenir, et tout le monde en sort gagnant dans un environnement comme ça.

[Journaliste: M. Charest, est-ce que ça pourrait aller jusqu'à laisser tomber le projet du Suroît si les conclusions du...]

[M. Charest:] De toute évidence, on demande à la Régie de l'énergie de se pencher là-dessus. On va attendre le rapport de la Régie de l'énergie.

[Journaliste: Juste une petite précision, M. Charest, est-ce que, par ce rapport-là que vous demandez à la Régie, est-ce que vous avez des doutes sur le déficit énergétique au Québec? Puis, est-ce que le rapport va permettre de savoir le niveau des barrages également?]

[M. Charest:] Moi, elle ne m'a pas présenté de raison, de preuve qui m'amènerait à douter sur cette question du déficit énergétique. Mais quand on aborde la question du déficit énergétique se pose ensuite la question des choix. Alors, un des choix, c'est le Suroît. Est-ce qu'il y a d'autres choix? Est-ce qu'il y a d'autres alternatives? Et là, c'est là où on déborde de la décision du Suroît, c'est là où la population nous demande d'aller explorer davantage le sens de ce que l'on leur propose, les conséquences des choix. Et ça, ça me paraît comme étant très important pour la population et une chose qu'on devrait faire... la population a raison de vouloir explorer ces questions-là. Allons-y, faisons-le.

[Journaliste: Le niveau des barrages?]

[M. Charest:] Bien, le niveau des barrages, Hydro-Québec choisira ou non de présenter de l'information sur cette question- là, si elle pense...

[Journaliste: (Question inaudible)]

[M. Charest:] Bien, ce n'est pas moi qui va décider pour les techniciens ou pour Hydro-Québec si cela est un enjeu ou non. Je ne suis pas rendu, moi, à dire à Hydro-Québec: Bien, allez mesurer le

niveau des barrages pour les fins de ce genre de débat. Si eux autres pensent que c'est important, ils en parleront sans doute.

[Journaliste: Une dernière, M. Mulcair, votre silence des dernières semaines, est-ce que ce n'était pas un aveu...]

[M. Charest:] Excuse-moi, Sophie...

[Mme Langlois (Sophie): M. Charest, ça fait trois semaines que votre ministre de l'Énergie répète... nécessaire que votre gouvernement ne reculera pas. Aujourd'hui, vous annoncez que peut-être que vous reculerez si la Régie de l'énergie en conclut qu'il n'y a pas un réel risque de pénurie d'énergie. Est-ce que vous avez un problème de communication?]

[M. Charest:] Il y a un problème de sécurité énergétique au Québec. Ça, là-dessus, Hydro-Québec a présenté un certain nombre de données qui pourront être revérifiées à nouveau par la Régie de l'énergie. Il y a une volonté au Québec d'élargir le débat à plus que la simple question stricte de sécurité énergétique, pour que nous puissions examiner les choix qui se présentent à nous dans... d'ici 2010 et comment on peut, de façon à ce qu'on respecte de développement durable, s'alimenter. [Journaliste: ...]

[M. Charest:] Et je pense qu'on répond tout à fait à ce que la population du Québec souhaite comme débat, et ce, je vois ça comme étant une situation très positive.

[Journaliste: En anglais.

Journaliste: M. Mulcair, votre silence des dernières semaines, est-ce que ce n'était pas un aveu que vous êtes en désaccord avec le projet du Suroît?

M. Mulcair: Non, on a travaillé très fort vers le résultat qu'on a obtenu aujourd'hui: une analyse objective externe par un groupe de personnes que tout le monde va pouvoir regarder et dire: Oui, on va respecter et écouter le résultat. On a travaillé très fort, on a eu le résultat qu'on voulait. C'est pour ça que je peux vous dire que, comme ministre de l'Environnement, je suis très satisfait mais, mon collègue le ministre de l'Énergie est tout aussi satisfait de l'annonce faite par notre premier ministre aujourd'hui.]

[M. Charest:] Merci.